



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Washington, D.C., E-U, 25-29 juin 2001

Point 6.1 de l'ordre du jour provisoire

CE128/23 (Fr.)

15 mars 2001

ORIGINAL : ANGLAIS

AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT DU PERSONNEL DU BSP

Conformément aux dispositions de l'article 020 du Règlement du Personnel, le Directeur présente au Comité exécutif, en annexe de ce document, aux fins de confirmation, les amendements au Règlement du Personnel réalisés depuis la 126^e session du Comité.

Ces amendements s'accordent avec ceux adoptés par le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé lors de 107^e session (résolutions EB107.R9, EB 107.R11, EB107/15 Add.1 et EB107/16 Add.1) et sont conformes au paragraphe 2 de la résolution CE59.R19 adoptée par le Comité exécutif lors de sa 59^e session (1968) par laquelle il était demandé au Directeur de continuer à introduire les changements qu'il juge nécessaires pour maintenir une étroite analogie entre les dispositions du Règlement du Personnel du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) et celles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Les amendements figurant dans les sections 1 et 2 découlent des décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa Cinquante-Cinquième session sur la base des recommandations de la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI), conformément aux dispositions du régime commun des Nations Unies. Les amendements donnent effet aux actualisations périodiques auxquelles procède la Commission, sur la base des méthodologies établies. L'annexe du présent document contient le texte des articles modifiés du Règlement du Personnel. Ces changements prennent effet le 1^{er} mars 2001. Les coûts supplémentaires entrant dans le budget ordinaire seront prélevés sur les affectations appropriés du budget-programme 2001-2002.

Les amendements de la section 3 découlent des décisions prises par le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé lors de sa 107^e session (résolution EB107.R11). Ces changements prennent effet le 1^{er} janvier 2001.

Le Comité exécutif est invité à envisager un projet de résolution qui confirme les amendements stipulés dans ce document, modifie le traitement du personnel occupant des postes hors classe et recommande au 43^e Conseil directeur de modifier le traitement du Directeur.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
1. Barème des traitements pour les postes de la catégorie professionnelle et de rang supérieur	3
2. Traitements du Directeur adjoint, du Sous-Directeur et du Directeur	3
3. Amendements au Règlement du Personnel découlant des amendements au Règlement du Personnel de l’OMS, approuvés lors de la 107 ^e session du Conseil exécutif	4
3.1 Prime d’affectation.....	4
3.2 Paiements et déductions	4
3.3 Jours fériés	4
3.4 Congés.....	5
3.5 Conseil d’appel	6
3.6 Besoins budgétaires.....	6
4. Actions demandées au Comité exécutif.....	6
Annexe: Text of the Annexed Staff Rules (texte en anglais)	

1. Barème des traitements pour les postes de la catégorie professionnelle et de rang supérieur

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, avec entrée en vigueur le 1^{er} mars 2001, a) un barème révisé des traitements de base/plancher pour le personnel de la catégorie professionnelle et de rang supérieur, reflétant une augmentation de 5,1% par incorporation de classes d'ajustement de poste dans le traitement de base net sur la base de la règle "ni perte-ni gain", et b) une augmentation dans les allocations des personnes à charge de 11,89%, prenant effet le 1^{er} janvier 2001.

Les articles 330.2 et 340 du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) ont été modifiés en conséquence.

2. Traitements du Directeur adjoint, de la Sous-Directrice et du Directeur

Suite à la révision des traitements de base/plancher pour les postes de la catégorie professionnelle et de rang supérieur dont il est question ci-dessus, il convient également de modifier les traitements du Directeur adjoint, du Sous-Directeur et du Directeur.

Depuis 1962, il est d'usage que le Comité exécutif fixe le traitement du Directeur adjoint au même niveau que celui des Directeurs régionaux de l'OMS et celui du Sous-Directeur à US\$1 000 de moins.

Considérant que l'article 3.1 du Règlement du personnel du BSP stipule que "les traitements du Directeur adjoint et du Sous-Directeur seront fixés par le Directeur du Bureau avec l'approbation du Comité exécutif", cette instance pourrait décider d'adopter cette même pratique et faire passer le traitement annuel net du Directeur adjoint à \$104 341 par an avec personnes à charge et à \$94 484 par an sans personnes à charge, à partir du 1^{er} mars 2001 et celui, toujours sur la base annuelle, du Sous-Directeur à \$103 341 avec personnes à charge et \$93 484 sans personnes à charge, à partir du 1^{er} mars 2001.

La 20^e session du Conseil directeur, aux termes du paragraphe 2 de la résolution CD20.R20, demandait au "Comité exécutif, en cas d'ajustement futur de la catégorie professionnelle et les postes hors classe, de présenter des recommandations à la Conférence ou au Conseil directeur concernant le niveau approprié de traitement du Directeur."

Depuis 1969, il est d'usage que les organes directeurs de l'OPS fixent le traitement du Directeur au même niveau que celui du Secrétaire général adjoint des Nations Unies, selon le barème du système des Nations Unies; ce niveau, dans la structure précédente de l'OMS, correspondait au Directeur général.

Le Comité exécutif, au vu de ces directives, pourrait recommander au 43^e Conseil directeur d'ajuster le traitement annuel net du Directeur à \$113 762 par an avec personnes à charge et à \$102 379 par an sans personnes à charge, à partir du 1^{er} mars 2001.

Les modifications susmentionnées sont faites sur la base de la formule "ni perte ni gain".

3. Amendements au Règlement du Personnel découlant des amendements au Règlement du Personnel de l'OMS, approuvés lors de la 107^e session du Conseil exécutif

Conformément à l'article 12.2 du Règlement du Personnel, le Directeur présente au Comité exécutif, aux fins de confirmation, les amendements suivants portés au Règlement du personnel depuis la 126^e session.

3.1 *Prime d'affectation*

Un changement rédactionnel est porté à l'article 365 du Règlement du personnel afin de refléter la pratique effective et de supprimer ainsi toute ambiguïté.

3.2 *Paielements et déductions*

Les amendements ont pour objet de vérifier avant tout un traitement équitable du personnel au vu des retards administratifs possibles au niveau de la classification et de garantir l'application de l'article I du Règlement du Personnel (fonctions, obligations et privilèges) tout notamment l'alinéa 1.9. L'on vise ainsi à ce que les déductions pour dettes de tierce partie se rapportent aux obligations familiales, indiquant qu'il est inacceptable que les membres du personnel de l'OPS n'assument pas leurs obligations familiales et pensions alimentaires pour les enfants. Cet amendement est conforme aux règlements et pratiques des Nations Unies puisque des déductions sont faites depuis 1998 du salaire d'un membre du personnel dans le cas de non-respect des obligations familiales et pensions alimentaires. L'article 380 a été amendé en conséquence.

3.3 *Jours fériés*

Les jours fériés dans le système des Nations Unies se situent dans une fourchette allant de 9 à 11 journées par an. En 1998, les Nations Unies ont augmenté le nombre de jours fériés le portant de neuf à 10. L'on propose que l'OPS s'aligne sur l'OMS et les Nations Unies. A moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Directeur, 10 jours fériés officiels seront fixés suivant dans la mesure du possible les fêtes observées le plus couramment dans cet emplacement.

3.4 *Congés*

Les amendements suivants découlent des recommandations faites dans le cadre stratégique pour la gestion des ressources humaines en relation avec la politique de la vie professionnelle de l'OMS qui reflète le programme de politiques "travail/famille" adopté en 1995 par les directeurs exécutifs des organisations du système des Nations Unies. Les propositions concernent des questions telles que les congés spéciaux l'adoption, les maternités/paternités et les urgences familiales. Le texte des articles du Règlement actuel et proposé est donné en Annexe.

- a) L'article 650 du Règlement a été amendé pour apporter plus de souplesse aux dispositions actuelles concernant des congés spéciaux permettant aux membres du personnel de demander de tels congés dans le cas du décès d'un parent proche ou de l'adoption d'un enfant. Les congés pour adoption relèvent d'une pratique courante du système des Nations Unies et des permissions exceptionnelles pour raisons familiales sont accordées par la plupart des organisations du système.
- b) L'article 740 du Règlement a été amendé pour permettre aux membres du personnel d'utiliser les sept jours actuels de congés maladie sans certificat afin de s'occuper de graves urgences familiales. Ainsi l'OPS s'aligne sur la pratique courante des Nations Unies et d'autres organisations du système, en fonction de la recommandation faite par le Comité consultatif pour les Questions administratives (CCQA) en 1997.
- c) L'article 760 du Règlement a été amendé pour introduire le droit à un congé de paternité pour les membres du personnel d'un maximum de cinq jours afin de soutenir la participation des pères aux soins familiaux. L'on propose également, dans le cas où les deux parents sont des membres du BSP, que toute partie non utilisée du congé de maternité auquel a droit la mère puisse être utilisée par le père de l'enfant. Des congés de maternité partagés reconnaissent les rôles doubles et complémentaires des deux parents au travail et au sein de la famille et relèvent d'une pratique courante du système des Nations Unies.
- d) L'article 820 du Règlement a été amendé pour accorder une plus grande marge de manœuvre au Directeur concernant les raisons d'autoriser les voyages. Le but est de permettre aux mères qui allaitent d'emmener avec elle leur bébé lors des déplacements officiels, à la charge de l'Organisation, du moment que l'enfant a moins de deux ans. Ce changement dans le Règlement permet d'aligner l'OPS sur le Règlement des Nations Unies et sur la pratique actuelle de l'UNICEF, organisme avec lequel l'OMS vient d'adopter une politique conjointe sur l'allaitement maternel.

3.5 *Conseil d'appel*

Le Directeur général a le pouvoir de nommer deux membres et quatre remplaçants pour composer le Conseil (OMS) d'appel au Siège (Genève). L'expérience a montré qu'un nombre plus important de membres permettait de régler rapidement les cas d'appel qui se présentent. En consultation avec le Comité du personnel, la liste des membres nommés par le Directeur général a augmenté, passant de deux à quatre, et les remplaçants de quatre à huit. L'article 1230 du Règlement a été amendé pour refléter la pratique courante.

3.6 *Besoins budgétaires*

Les besoins budgétaires pendant la période biennale 2000-2001 aux termes du budget ordinaire sont minimales et seront satisfaits à partir des affectations appropriées.

4. Action demandées au Comité exécutif

Au vu de ces révisions, le Comité pourra examiner le projet de résolution ci-après :

Projet de résolution

LA 128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant examiné les amendements apportés par le Directeur au Règlement du Personnel du Bureau sanitaire panaméricain et présentés en annexe du présent document CE128/23;

Prenant acte des mesures prises par la Cinquante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé concernant le traitement des Directeurs régionaux, des conseillers principaux et du Directeur général;

Considérant les dispositions de l'article 020 du Règlement du Personnel et de l'article 3.1 du Règlement du Personnel du Bureau sanitaire panaméricain et de la résolution CD20.R20 du 20^e Conseil directeur; et

Reconnaissant la nécessité d'uniformiser les conditions d'emploi du personnel du BSP et de l'OMS;

DÉCIDE :

1. De confirmer les amendements apportés par le Directeur au Règlement du Personnel du Bureau sanitaire panaméricain présentés en annexe du présent document CE128/23 :
 - a) Prenant effet le 1^{er} janvier 2001 concernant les allocations pour personnes à charge pour les catégories professionnelles et de rang supérieur,
 - b) Prenant effet le 1^{er} mars 2001 concernant le barème salarial devant être utilisé conjointement avec les traitements de base bruts applicables aux postes de la catégorie professionnelle et aux postes de Directeurs.
2. De fixer avec entrée en vigueur le 1^{er} mars 2001 :
 - a) le traitement annuel net du Directeur adjoint à US\$ 104 341 avec personnes à charge et \$94 484 sans personnes à charge;
 - b) le traitement annuel net du Sous-Directeur à \$103 341 avec personnes à charge et à 93 484 sans personnes à charge.
3. De recommander au 43^e Conseil directeur de fixer le traitement annuel du Directeur à \$113 762 avec personnes à charge et à \$102 379 sans personnes à charge, à partir du 1^{er} mars 2001.
4. De confirmer les amendements aux articles 365, 380, 620. 650, 740, 760, 760.1, 760.2. 820 et 1230 du Règlement du Personnel, tels qu'ils sont présentés en annexe du présent document.

Annexe

(Disponible en version anglaise ou espagnole uniquement)

Text of the Amended Staff Rules

330. Salaries

330.2 The following schedule of annual gross and annual base salaries shall apply to all professional and higher category posts with effect from 1 March 2001:

Salary scale for the professional and higher graded categories: annual gross salaries and net equivalents after application of staff assessment¹
(effective 1 March 2001)
(US dollars)

		Step														
Level		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
D-2	Gross	124 384	127 132	129 877	132 623	135 369	138 115									
	Net D	87 318	89 022	90 724	92 426	94 129	95 831									
	Net S	80 218	81 645	83 072	84 498	85 925	87 352									
D-1	Gross	109 894	112 245	114 598	116 944	119 297	121 648	124 002	126 352	128 702						
	Net D	78 334	79 792	81 251	82 705	84 164	85 622	87 081	88 538	89 995						
	Net S	72 407	73 687	74 967	76 245	77 525	78 796	80 018	81 240	82 460						
P-5	Gross	96 705	98 832	100 961	103 089	105 216	107 342	109 471	111 598	113 724	115 853	117 982	120 106	122 234		
	Net D	70 157	71 476	72 796	74 115	75 434	76 752	78 072	79 391	80 709	82 029	83 349	84 666	85 985		
	Net S	65 176	66 385	67 545	68 703	69 862	71 018	72 177	73 335	74 493	75 651	76 809	77 966	79 101		
P-4	Gross	79 780	81 733	83 680	85 627	87 579	89 527	91 571	93 645	95 723	97 795	99 869	101 947	104 019	106 095	108 171
	Net D	59 255	60 544	61 829	63 114	64 402	65 688	66 974	68 260	69 548	70 833	72 119	73 407	74 692	75 979	77 266
	Net S	55 180	56 364	57 543	58 722	59 902	61 080	62 259	63 439	64 617	65 796	66 949	68 082	69 210	70 340	71 470
P-3	Gross	65 388	67 220	69 053	70 880	72 714	74 544	76 373	78 206	80 038	81 868	83 700	85 529	87 361	89 191	91 089
	Net D	49 756	50 965	52 175	53 381	54 591	55 799	57 006	58 216	59 425	60 633	61 842	63 049	64 258	65 466	66 675
	Net S	46 445	47 556	48 669	49 780	50 892	52 002	53 113	54 225	55 335	56 447	57 555	58 663	59 770		
P-2	Gross	53 129	54 632	56 132	57 633	59 135	60 692	62 332	63 967	65 606	67 244	68 879	70 520			
	Net D	41 253	42 335	43 415	44 496	45 577	46 657	47 739	48 818	49 900	50 981	52 060	53 143			
	Net S	38 694	39 675	40 653	41 633	42 611	43 592	44 587	45 580	46 577	47 571	48 564	49 561			
P-1	Gross	41 189	42 633	44 075	45 519	46 960	48 403	49 847	51 290	52 731	54 174					
	Net D	32 656	33 696	34 734	35 774	36 811	37 850	38 890	39 929	40 966	42 005					
	Net S	30 805	31 763	32 720	33 677	34 633	35 590	36 548	37 493	38 434	39 375					

D= Rate applicable to staff members with a dependent spouse or child.

S= Rate applicable to staff members with no dependent spouse or child.

¹ This scale will be implemented in conjunction with a consolidation of 5.1% of post adjustment. Post adjustment indices and multipliers at all duty stations will be modified, effective 1 March 2001. Thereafter, changes in post adjustment classifications will be implemented on the basis of movements of the consolidated post-adjustment indices.

340 DEPENDENTS' ALLOWANCES

A staff member in a post of professional or higher grade, except for short-term staff members appointed under Rule 1320 or consultants appointed under Rule 1330, is entitled to a dependent's allowance as defined in Rule 310.5, to be paid as follows:

- 340.1 US\$ 1,936 per annum for a child, except that in cases where there is no dependent spouse the first dependent child is not entitled to an allowance. The entitlement shall be reduced by the amount of any benefit paid from any other public source by way of social security payments, or under public law, by reason of such child.
- 340.2 US\$ 3,872 per annum for a child, who is physically or mentally incapacitated, subject to the conditions defined in Rule 340.1, except that if the staff member has no dependent spouse and receives the "with dependent" rate of net salary by virtue of such a child, an allowance of US\$ 1,936 shall be payable.
- 340.3 US\$ 693 per year for a father, mother, brother, or sister.

365 ASSIGNMENT GRANT

- 365.4 If a staff member resigns from the Bureau within six months of the date of appointment or reassignment, any assignment grant paid under Rules 365.1 and 365.3 is recoverable proportionately under conditions established by the Director.

380 PAYMENTS AND DEDUCTIONS

- 380.5 Deductions from salaries, wages, and other emoluments, including terminal entitlements, may be made only in the following cases:
 - 380.5.1 for the staff member's contributions to the Staff Pension Fund and for health insurance;
 - 380.5.2 for indebtedness to the Bureau;
 - 380.5.3 appropriate charges for staff members officially provided with lodging at no cost or at nominal rent;
 - 380.5.4 as otherwise authorized by the staff member and agreed by the Bureau;
 - 380.5.5 for indebtedness to third parties when any deduction for this purpose is authorized by the Director.

620 OFFICIAL HOLIDAYS

Ten holidays are observed per year, and except as otherwise decided by the Director, the dates will be fixed following, as far as practicable, the 10 most commonly observed holidays in the locality.

650 SPECIAL LEAVE

Special leave with full, partial, or no pay may be granted for training or research in the interest of the Bureau or for other valid reasons, including the death of an immediate family member or the adoption of a child under conditions determined by the Director. Normally, such leave shall not be granted until all accrued annual leave has been exhausted and normally shall not exceed one year in duration. Periods of special leave shall be credited for all purposes except as otherwise specified in the Rules.

740 SICK LEAVE

- 740.2 Any absence of more than three consecutive working days which is to be charged as sick leave must be supported by a certificate from a duly recognized medical practitioner stating that the staff member is unable to perform his duties and indicating the probable duration of the illness. Not more than seven working days of uncertified absences within one calendar year shall be charged to sick leave. Part or all of this uncertified sick leave may be granted to attend to serious family-related emergencies, other than in the event of the death of an immediate family member, in which case the certification requirement in respect of three consecutive working days shall not apply.

760 MATERNITY LEAVE AND PATERNITY LEAVE

- 760.1 Staff members appointed for periods of one year or more shall be entitled to maternity leave and paternity leave with full salary and allowances.
- 760.2 Maternity leave. Upon presentation of a certificate from a duly recognized medical practitioner stating that her confinement will probably take place within six weeks, a staff member shall be entitled to maternity leave. At the request of the staff member and on medical advice, the Director may permit the maternity leave to commence less than six weeks but not less than two weeks before the expected date of confinement. Maternity leave shall extend for a period of 16 weeks from the time it is granted, except that in no case shall it terminate less than 10 weeks after the actual date of her confinement.

- 760.3 A nursing mother shall be allowed additional maternity leave of sufficient time each day to nurse her child.
- 760.4 Where both parents of a newborn child are staff members of the Pan American Sanitary Bureau, any unused portion of maternity leave to which the mother would otherwise have been entitled under Rule 760.2 may be used by the father of the child, under conditions established by the Director.
- 760.5 Paternity leave. A staff member shall be entitled to paternity leave for up to five days upon presentation of satisfactory evidence of the birth of his child.

820 TRAVEL OF SPOUSE AND CHILDREN

- 820.2 Except for staff referred to in Rules 1320 and 1330, the Bureau shall pay the travel expenses of a staff member's spouse and dependent children as defined in Rule 820.1 under the following circumstances:

820.2.9 in other appropriate cases, when, in the opinion of the Director, there are compelling reasons for paying such expenses.

1230 BOARDS OF APPEAL

- 1230.4 The headquarters Board of Appeal shall consist of five members having equal votes as follows:
- 1230.4.1 A chairman and three alternate chairmen appointed by the Director after consultation with the representatives of the staff;
- 1230.4.2 two members drawn from a list of four members and eight alternates appointed by the Director;
- 1230.4.3 two members representing the staff, drawn from a panel organized in three groups.